

REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL – JUSTICE – SOLIDARITE



RAPPORT SUR LES DÉLAIS DANS LA CHAÎNE D'EXÉCUTION DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

JUIN - 2024

MINISTÈRE DU BUDGET

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

TABLE DES MATIÈRES

I.	Situation des délais d'exécution en juin 2024.....	2
II.	Commentaires portant sur les résultats de l'analyse	8
A.	PHASE ADMINISTRATIVE	8
1.	Engagement	8
2.	Liquidation	10
3.	Ordonnancement/Mandatement	10
B.	PHASE COMPTABLE	10
1.	Prise en charge comptable de la dépense :.....	11
2.	Emission des ordres de virement (OV) ou de paiement (OP) :.....	11
3.	Paiement	11
III.	Analyse de l'évolution des paiements par rapport aux engagements	14

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	Situation des délais d'engagement.....	2
Tableau 2 :	Synthèse issue de la chaîne des dépenses.	11
Tableau 3 :	Situation des dossiers engagés par ministère/institution.	12
Tableau 4 :	Données sur les engagements et les paiements depuis janvier.....	14

LISTE DES FIGURES

Figure 1:	EVOLUTION DES ENGAGEMENTS (Juin 2018-2024)	9
Figure 2 :	SITUATION DES ENGAGEMENTS EN 2024	9
Figure 3 :	EVOLUTION DES PAIEMENTS/ENGAGEMENTS.....	15

INTRODUCTION

En application de l'instruction conjointe N°003/MB/MEF/2017 du 12 avril 2017, fixant les délais dans la chaîne d'exécution de la dépense publique et organisant les états de suivi budgétaire, la Direction Nationale des Systèmes Informatiques produit mensuellement les statistiques de fluidité des dossiers dans la chaîne d'exécution de la dépense publique. Ces données sont communiquées à la Direction Générale du Budget pour la production d'un rapport mensuel à l'attention du Ministre du Budget et du Ministre de l'Économie et des Finances.

I. SITUATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION JUIN 2024

L'exécution des dépenses du budget de l'Etat se décline en deux grandes phases (administrative et comptable). La phase administrative concerne : l'engagement, la liquidation et le mandatement ou l'ordonnancement. La phase comptable regroupe la prise en charge de la dépense par un comptable public et le paiement de la dépense.

Les phases et étapes énumérées ci-dessus sont encadrées par des délais comme l'illustre le tableau présentant les délais d'exécution au mois de juin 2024.

Le tableau ci-dessous présente les différentes étapes du processus d'exécution de la dépense publique, il précise les délais impartis à chaque étape, comme l'indique l'instruction conjointe sur les délais d'engagement de la dépense.

Tableau 1 : Situation des délais d'engagement

Points de stationnement		Acteurs	Délais de référence	Délais observés
PHASE ADMINISTRATIVE				
I. L'ENGAGEMENT				
Décision d'engagement				
01	Décision d'engagement	Ordonnateur, ordonnateur-délégué	5 jours	72% (523 dossiers sur 726 ≤ à 5 jours)
02	Préparation des documents en appui à la décision d'engagement	DAF		

03	Saisie de la décision d'engagement	DAF		
04	Transmission du dossier d'engagement au CF	DAF		
Contrôle et validation du dossier d'engagement				
01	Réception du dossier par les services du CF	Agent du Contrôle Financier (CF)	1 jour	0
02	Affectation du dossier pour étude	CF	4 jours	76.4% (378 dossiers sur 495 ≤ à 4 jours)
03	Etude du dossier (ajournement ou acceptation)	Agent du CF		
04	Validation (ajournement ou acceptation) ou rejet	CF		
05	Transmission au DAF du dossier d'engagement accepté	CF		

Points de stationnement	Acteurs	Délais de référence	Délais observés	
II. LA LIQUIDATION				
01	Réception du dossier d'engagement accepté par le CF	DAF	1 jour	0% aucun des 805 dossiers n'a été traité dans un délai ≤ à 1 jour)
Actes posés en dehors du circuit informatisé de la chaîne des dépenses				
02	Mise en demeure du prestataire/fournisseur pour livrer ou attente livraison conformément aux délais de la lettre de marché	DAF	1 jour à compter de la réception du dossier d'engagement validé par le CF	N/A
03	Livraison /prestation par le prestataire ou le fournisseur	Prestataire/ fournisseur	Dans les limites des délais contractuels	N/A
04	Convocation de la commission de réception	DAF	1 jour après la livraison/prestation	N/A
05	Réception conforme de la prestation ou des fournitures	Commission de réception en présence du DAF	2 jours à compter de la date de la réception conforme	N/A
06	Etablissement du PV de réception conforme	Commission de réception		
07	Constitution du dossier de réception et transmission à l'ordonnateur pour certification du service fait	DAF	1 jour à compter de la date de réception du PV de réception conforme	N/A
08	Certification du service fait	Ordonnateur/ordonnateur délégué	2 jours à compter de la date de transmission du dossier	N/A
Actes posés par l'ordonnateur/DAF dans le circuit informatisé de la chaîne des dépenses				

09	Création du dossier de liquidation, saisie des pièces de liquidation et transmission du dossier au CF	DAF	5 jours	33,1% (189 dossiers sur 571 ≤ à 5 jours)
10	Saisie des pièces de liquidation	DAF		
11	Transmission du dossier de liquidation au CF	DAF		
Contrôle de la liquidation				
01	Réception du dossier de liquidation	Agent du CF	4 jours	69,6% (80 dossiers Sur 115 ≤ à 4 jours)
02	Etude du dossier de liquidation	Agent du CF		
03	Validation ou rejet du dossier de liquidation	CF		
04	Transmission dossier de liquidation validé au DAF	CF		
05	Réception par le DAF du dossier de liquidation validé transmis par le CF	DAF	1 jour	0%

	Points de stationnement	Acteurs	Délais de référence	Délais observés
III. L'ORDONNANCEMENT/LE MANDATEMENT				
Ordonnancement ou mandatement des dépenses				
01	Réception du dossier de liquidation validé	DAF	1 jour	100 % (l'ensemble des 463 dossiers ont été transmis dans le délai d'un (1) jour)
02	Edition du mandat de paiement et des autres états l'accompagnant	DAF	5 jours	91,1 % (422 dossiers sur les 463 ont été traités dans un délai ≤ à 5 jours)
03	Soumission du mandat de paiement à la signature de l'ordonnateur	DAF		
04	Signature du mandat	Ordonnateur ou ordonnateur-délégué		
05	Transmission du dossier physique de mandatement à la Division des ordres de recettes/DGB	DAF		
Emission des ordres de recettes sur les dossiers de dépenses hors circuit de la dépense				
01	Réception du dossier physique de mandatement	Chef de division des ordres de recettes/DNB	2 jours	N/A
02	Etude et émission des ordres de recettes	Chef de division des ordres de recettes/DNB		
03	Transmission du dossier de mandatement et les ordres de recettes au DAF	Chef de division des ordres de recettes/DNB		
04	Récupération du dossier physique de mandatement et dépôt à la PGT	DAF		

	Points de stationnement	Acteurs	Délais de référence	Délais observés
PHASE COMPTABLE				
Prise en charge comptable				
02	Vérification et prise en charge du mandat de paiement	PGT	4 jours	10,32 % (49 dossiers sur les 475 ont été pris en charge dans un délai \leq à 4 jours)
03	Validation du mandat de paiement	PGT		
Mise en règlement				
01	Validation et programmation pour la mise en règlement du mandat de paiement	PGT	5 jours	88,4% (205 dossiers sur les 232 ont reçu des ordres de virement ou de paiement et ont été traités dans un délai \leq à 5 jours)
02	Emission des OV/OP et mise en règlement	PGT		
03	Récapitulation des OV/OP émis	PGT		
04	Transmission des OV/OP à la BCRG	PGT		
Paiement				
01	Réception des OV/OP par la BCRG	BCRG		67,67 % (157 dossiers ont été payés sur les 232 pour lesquels les OV/OP ont été émis).
05	Paiement par la BCRG des OV/OP	BCRG		

II. COMMENTAIRES PORTANT SUR LES RÉSULTATS DE L'ANALYSE

A. PHASE ADMINISTRATIVE

La phase administrative de la dépense est composée de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement ou du mandatement.

En juin 2024, 726 projets d'engagement ont été initiés contre 888 au mois de mai 2024. Le nombre d'engagement validé par les Contrôleurs Financiers fait 495 dossiers, dont 378 respectant le délai de traitement de 4 jours, soit 76,4 % des dossiers reçus par les Contrôleurs Financiers. Ainsi 117 projets d'engagement reçus sont restés encours de traitement dans le circuit de la dépense après le délai imparti. Les projets de liquidation sur la période sont au nombre de 571 dossiers, pour 115 validations, soit 20,14% des projets de liquidation transmis.

En ce qui concerne les ordonnancements, 463 dossiers ont été transmis par les DAF, parmi ceux-ci, 422 ont été traités dans le délai, soit 91,1%.

1. ENGAGEMENT

L'étape engagement est subdivisée en quatre (4) parties, qui sont :

- l'initiation de l'engagement ;
- la transmission au Contrôleur Financier ;
- la réception par le Contrôleur Financier ;
- la validation du projet d'engagement par le Contrôleur Financier.

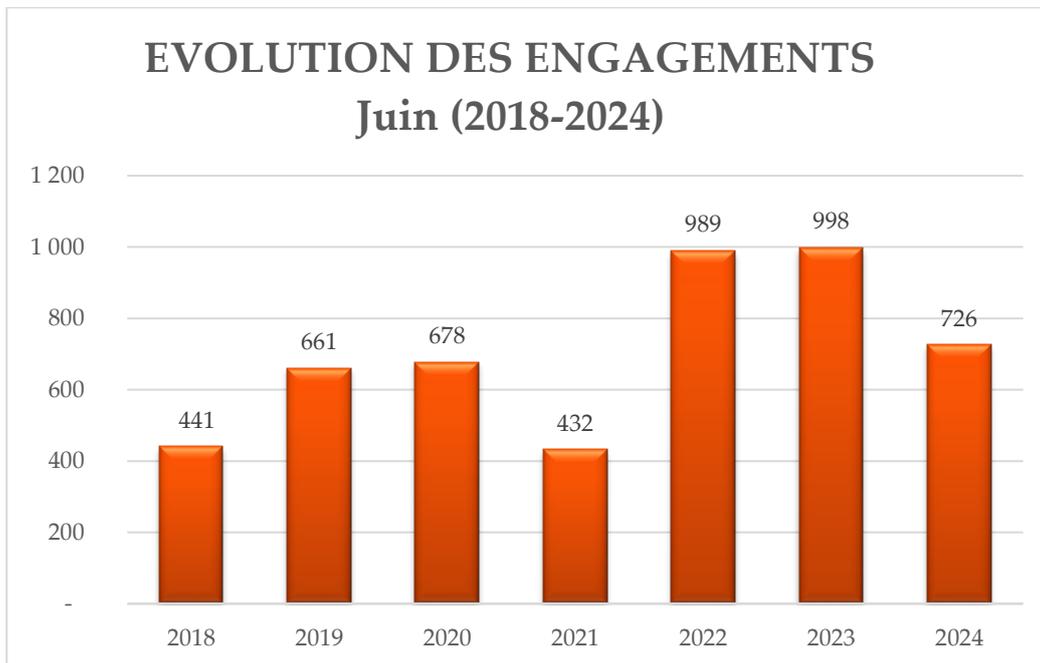
Le délai requis pour l'initiation de l'engagement et la transmission à la Direction Nationale du Contrôle Financier est de cinq (5) jours ouvrés, ainsi, pour le mois de juin 2024, 726 projets d'engagement ayant été initiés sur la chaîne des dépenses, contre 888 au mois de mai, soit 162 dossiers de moins pour la période. Ainsi 523 ont été engagés dans les délais requis, soit 72%, contre 587 dossiers faisant 66,1% des engagements en mai. Ainsi, pour les 203 projets d'engagement restant, et qui n'ont pas respecté le délai, ils ont été traités entre 6 et 30 jours, à compter de l'initiation de la procédure d'engagement.

Toutefois, il importe de relever que seulement 492 projets d'engagement initiés ont été transmis aux Contrôleurs Financiers dans courant le mois de juin 2024.

Pour l'étape engagement, 495 dossiers ont été traités et validés au compte du mois de juin.

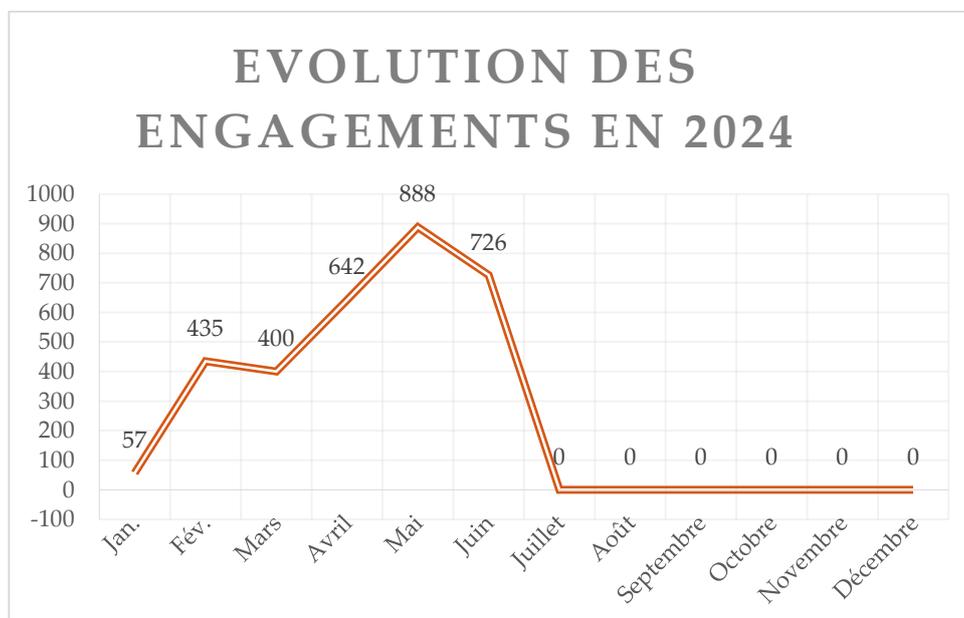
Ci-dessous le graphique sur l'historique des niveaux d'engagement aux mois de juin des sept (7) dernières années depuis 2018, suivi de celui de l'évolution des engagements au courant de l'année 2024.

Figure 1: EVOLUTION DES ENGAGEMENTS (Juin 2018-2024)



Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

Figure 2 : SITUATION DES ENGAGEMENTS EN 2024



Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

2. LIQUIDATION

Quant à la liquidation, la deuxième étape de la phase administrative, elle comprend :

- La création du projet de liquidation ;
- La transmission du projet de liquidation au Contrôle Financier ;
- La réception du projet de liquidation par le Contrôleur Financier ;
- La validation ou le rejet du projet de liquidation par le Contrôleur Financier ;
- La transmission de la liquidation au DAF.

Conformément à l'arrêté régissant les délais, les différentes étapes de la liquidation doivent être réalisées dans un délai de cinq (5) jours au maximum pour la création et la transmission et un délai de quatre (4) jours pour la validation.

Ainsi, pour ce mois de juin 2024, 571 projets de liquidation ont été initiés par les pools financiers des ministères et institutions, tous ont été traités entre 1 et 30 jours. Parmi ceux-ci, 382 projets de liquidation ont été créés et transmis hors du délai de 5 (cinq) jours.

Au compte du mois de juin 2024, 115 dossiers de liquidation ont été réceptionnés par les CF, seulement 80 ont été validés dans les délais par les CF, représentant 69,6% des projets de liquidations transmis.

A noter que les actes posés en dehors du circuit informatisé de la chaîne des dépenses ne sont pas récapitulés car les acteurs n'interviennent pas tous sur la chaîne informatisée des dépenses.

3. ORDONNANCEMENT/MANDEMENT

Au mois de juin 2024, les DAF des différents ministères et institutions ont reçu 463 dossiers liquidés par les CF, sur ces dossiers transmis pour ordonnancement ou mandatement, 422 ont été traités en moins de 5 jours, c'est-à-dire dans le délai, soit 91,1% pour la période.

B. PHASE COMPTABLE

La phase comptable de l'exécution de la dépense publique est composée de la prise en charge de la dépense, de l'émission des ordres de virement ou de paiement et du paiement de la dépense par le Comptable Public.

1. PRISE EN CHARGE COMPTABLE DE LA DÉPENSE :

Le nombre de jour fixé pour la prise en charge d'une dépense par le comptable public est de 4 jours ouvrés à partir de la réception du mandat. Ainsi 475 dossiers ont été pris en charge dont 49 dans les délais requis, soit 10,32% des dossiers reçus au compte du mois de juin 2024.

2. EMISSION DES ORDRES DE VIREMENT (OV) OU DE PAIEMENT (OP) :

L'émission des OV/OP est prévue pour 5 jours, ainsi, en juin, les Comptables Publics ont reçu 476 mandats de paiements, dont 205 ont bénéficié d'émission des OV/OP en 5 jours et les 27 derniers entre 6 et 30 jours, ce qui fait 232 émissions en juin.

3. PAIEMENT

Concernant les paiements à la BCRG, ils ne sont pas encadrés par l'instruction conjointe fixant les délais dans la chaîne d'exécution de la dépense publique et organisant les états de suivi budgétaire sur les délais (vu que ces traitements sont effectués hors chaîne des dépenses). Toutefois, une programmation en amont de la chaîne des dépenses (plan d'engagement cohérent avec le plan de trésorerie) permettra de réguler les instances et de limiter l'accumulation des restes à payer.

Cependant, il ressort que, des 232 dossiers qui ont bénéficié d'un OV ou OP, 157 ont été payés au mois de juin 2024.

Ci-dessous le tableau 2, qui présente la synthèse issue de la chaîne des dépenses et le tableau 3, récapitulatif de la situation des dossiers engagés par Ministère et Institution :

Tableau 2 : Synthèse issue de la chaîne des dépenses.

MINISTERE DU BUDGET Direction Nationale des Systèmes Informatiques		Délais de traitement des dossiers dans les différents points de stationnement en Juin 2024							REPUBLIQUE DE GUINEE Travail - Justice - Solidarité Jeudi, 4 Juillet 2024			
PHASE INTERVALLE	ENGAGEMENT			ORDONNANCEMENT/ MANDATEMENT					PAIEMENT			
	Décision d'engagement DAF (5jours)	Reception DAF->CF	Contrôle et Validation CF (4jours)	Création et transmission liquidation DAF (5jours)	Reception DAF -> CF	Validation de la liquidation CF	Reception CF->DAF	Ordonnancement ou mandatement DAF (5jours)	Reception DAF->PGT	Prise en charge PGT (4jours)	Emission des OV/OP PGT (5jours)	Paiement des OV/OP BCRG
1-2	282	317	338	54	72	58	463	409		12	156	2
3-4	212	30	40	101	5	22		2	34	37	31	18
5	29	21	8	34	2			11	1	3	18	13
6-8	42	37	20	19	32	32		5	65	63		3
9-19	92	59	52	77	1	1		24	233	234	15	35
20-30	69	28	37	286	1	2		12	143	126	12	86
TOTAL	726	492	495	571	113	115	463	463	476	475	232	157

Source : DNSI/Chaîne des dépenses

Tableau 3 : Situation des dossiers engagés par ministère/institution.

Ministère /Institution	Juin	Janvier - Juin
Présidence de la République	9	76
Primature	17	58
Ministère de la Défense Nationale	9	101
MATD	7	66
M Sécurité Protection Civile	4	14
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	31	96
Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger	33	309
Ministère du Plan et de la Coopération Internationale	17	108
Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	42	299
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	6	72
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	8	45
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	34	76
Ministère des Mines et de la Géologie	13	38
Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics	4	47
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire	26	71
Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	5	51
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	177	400

Ministère de la Promotion Feminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables	23	91
Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation	32	116
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	22	41
Ministère de l'Information et de la Communication	12	44
Ministère de la Jeunesse et des Sports	44	110
Conseil National de la Transition	0	4
Cour Suprême	3	4
HAC	1	2
Secrétariat Général du Gouvernement	4	42
Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	2	26
Ministère de l'Environnement et du Développement du Durable	10	39
Ministère des Transports	7	14
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux	0	4
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	17	284
Administration et Contrôle des Grands Projets	0	3
Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures	44	130
Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	24	78
Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	0	44
SGPCSS-LDCO	0	27
Ministère du Budget	29	76
Cour des Comptes	3	4

Dépenses Communes de l'Etat	7	38
TOTAL	726	3 148

Source : Chaîne des dépenses

Une attention particulière devra être accordée aux dossiers non traités suivant les différentes étapes du circuit de la dépense.

Une attention particulière doit être accordée à la célérité dans la transmission des dossiers physiques qui devrait suivre la transmission électronique, car le volume de dossiers non traités suivant les différentes étapes prend de l'ampleur dans le circuit de la dépense. Le respect de cette étape participe à l'amélioration de la collaboration entre les Chefs de Division des Affaires financières (DAF) et les Contrôleurs Financiers d'une part et entre les Ordonnateurs et les Comptables Assignataires (Payeur Général du Trésor et Agent Comptable Central du Trésor) d'autre part.

En somme, sur les **726** projets d'engagement, **157 dossiers** ont été payés au titre du mois de juin, contre **888** projets d'engagement et **280** paiements en mai 2024.

III. ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES PAIEMENTS PAR RAPPORT AUX ENGAGEMENTS

Une attention particulière est portée sur la corrélation entre les engagements et les paiements.

La **figure N°3** ci-dessous présente l'évolution des paiements par rapport aux engagements, elle donne une aptitude réelle représentant la courbe des paiements à côté de celle des engagements au cours de l'année.

Ainsi, l'Etat a payé 21.63% de toutes les dépenses engagées au mois de juin, en d'autres termes, les engagements vis-à-vis des partenaires et fournisseurs de l'Etat restent importants.

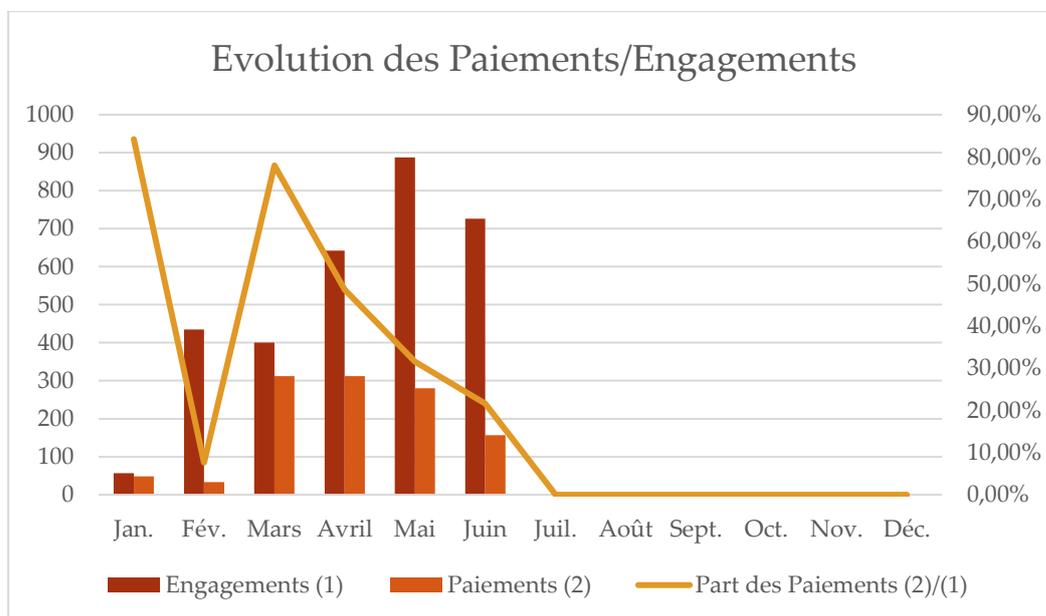
Tableau 4 : Données sur les engagements et les paiements depuis janvier.

	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Engagements (1)	57	435	400	642	888	726	0	0	0	0	0	0
Paiements (2)	48	33	312	312	280	157	0	0	0	0	0	0

Part des Paiements (2)/(1)	84,21%	7,59%	78,00%	48,60%	31,53%	21,63%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
-------------------------------	--------	-------	--------	--------	--------	--------	----	----	----	----	----	----

Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

Figure 3 : EVOLUTION DES PAIEMENTS/ENGAGEMENTS



Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

CONCLUSION

A l'issue des analyses, il a été observé globalement une nette contraction des paiements par rapport aux engagements et une décroissance du nombre de dossiers d'engagement. Toutefois, il est utile de relever que la majeure partie des dossiers déposés n'arrivent pas à maturité dans le circuit ou jusqu'au paiement.

Fait à Conakry, le.....

Ahmed Karifa DIAWARA

Pièces jointes :

- *Tableau de synthèse des délais (5 pages) ;*

- *Tableaux détaillés des délais par ministère et institutions (2 pages couvrant toutes les sections budgétaires) ;*
- *Tableau récapitulatif des engagements et paiements depuis janvier. (1page).*
- *Trois (3) graphiques.*